



**GROUPE
CREDIT FONCIER ET COMMUNAL
D'ALSACE ET DE LORRAINE**
Depuis 1872

RAPPORT ET BILAN DU

136^{ème} EXERCICE

2 0 0 7

CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE-BANQUE

Société Anonyme au capital de 5 149 526 Euros Siège social: 1, rue du Dôme STRASBOURG

adresse postale: BP102 67003 STRASBOURG CEDEX

Tél: 03.88.21.49.89 CFCAL Fax: 03.88.75.64.57 CCP STRASBOURG N°1118A RC: 568501282B STRASBOURG

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS

BILAN AU 31 DECEMBRE 2007

en KEuros

ACTIF	Notes	2007	2006	PASSIF	Notes	2007	2006
Caisse, Banques Centrales, C.C.P.		508	461	Banques centrales, CCP			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	14	182	41	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	22		636
Actifs financiers disponibles à la vente	15	13 339	12 402	Dettes envers les établissements de crédit	23	2 435	4 428
Prêts et créances sur les établissements de crédit	16	1 954	1 688	Dettes envers la clientèle	24	17 373	12 086
Prêts et créances sur la clientèle	17A	920 488	807 894	Dettes représentées par un titre	25	793 392	691 424
Actifs d'impôts courants		879	1 397	Passifs d'impôts différés	26	31	0
Actifs d'impôts différés	12C	2 009	1 604	Comptes de régularisation et passifs divers	12C	5 632	8 376
Comptes de régularisation et actifs divers	18	364	439	Provisions pour risques et charges	27	7 631	7 473
Immeubles de placement	19	3 314	3 502	Capitaux propres		119 960	108 370
Immobilisations corporelles	20	3 159	2 982	Capitaux propres part du groupe			
Immobilisations incorporelles	21	257	383	Capital et primes liées	28	22 180	8 673
				Réserves consolidées	28	82 358	81 315
				Gains/pertes latents ou différés	4	2 819	3 312
				Résultat de l'exercice		12 602	15 068
				Intérêts minoritaires		1	1
TOTAL ACTIF		946 453	832 793	TOTAL PASSIF		946 453	832 793

COMPTE DE RESULTAT

en KEuros

	Notes	2007	2006
+ Produits d'Intérêts et assimilés	1	59 505	49 577
- Charges d'Intérêts et assimilées	1	33 928	26 592
+ Commissions (produits)	2	2 924	3 110
- Commissions (charges)	2	1 249	1 196
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3	-280	-641
+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4	1 811	2 326
+ Produits des autres activités	5	1 695	2 139
- Charges des autres activités	5	936	453
Produit net bancaire		29 542	28 272
- Charges générales d'exploitation	6	9 413	9 062
- Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations d'exploitation	9	647	542
Résultat brut d'exploitation		19 482	18 668
- Coût du risque	10	56	-3 786
Résultat d'exploitation		19 426	22 454
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	11		55
Résultat avant impôt		19 426	22 509
- Impôts sur le résultat	12	6 824	7 440
Résultat net		12 602	15 068
- Intérêts minoritaires		0	0
Résultat net part du groupe		12 602	15 068
Résultat par action		3,73 €	4,76 €
Résultat dilué par action	13	3,73 €	4,76 €

Tableau des flux de trésorerie Méthode indirecte IFRS

en milliers d'€	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Résultat net	12 602	15 068
- Dotations nettes aux amortissements Immobilisations corporelles et incorporelles	-851	-745
- annulation reprise provision	252	-7 066
- Charges et produits des activités de financement		
<i>Intérêts refinancement</i>	35 019	26 592
- Autres mouvements		
<i>Elimination des plus et moins values latentes (titres en JV par résultat)</i>	-777	641
<i>Dividendes reçus (reclassés en flux lié aux actifs financiers)</i>	-285	-454
<i>Elimination charges sociales provisionnées</i>	1 343	1 632
<i>Elimination charge IS calculée</i>	6 824	7 440
<i>Autres mouvements</i>	-3	11
Composantes non monétaires comprises dans le résultat net et autres ajustements	41 522	28 051
Composantes des activités opérationnelles		
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-107 438	-81 980
<i>Elimination impact des produits calculés (dotation et reprise de provisions)</i>	-130	6 015
<i>Augmentation du poste prêts et créances (solde net réalisations - remboursements)</i>	-112 595	-89 385
<i>Augmentations des dettes envers la clientèle (comptes courants)</i>	5 287	1 391
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	668	2 297
<i>Elimination impact des produits calculés (dotation et reprise de provisions)</i>	0	0
<i>Dividendes reçus</i>	285	454
<i>Acquisition/Cessions titres en portefeuille (actifs financiers disponibles à la vente)</i>	-937	1 366
<i>élimination variation valeur portefeuille disponible à la vente</i>	-493	291
<i>variation nette liée à l'élimination des actions d'autocontrôle</i>	1 813	186
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-4 025	-3 575
<i>Elimination impact des produits calculés (dotation et reprise de provisions)</i>	0	-18
<i>Elimination dette liée aux charges sociales provisionnées</i>	-1 343	-1 632
<i>Elimination de la créance IS calculée</i>	-157	56
<i>Variation autres créances</i>	-2 525	-1 981
- Impôt décaissé	-6 666	-7 496
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	-63 337	-47 635
Flux liés aux immeubles de placement	224	-52
<i>Elimination charge calculée (dotation aux amortissements)</i>	0	0
<i>Elimination produit calculé (reprise de provisions)</i>	36	65
<i>Variation poste Immeubles de placement</i>	188	-117
Flux liés aux Immobilisations corporelles et incorporelles	800	135
<i>Elimination charge calculée (dotation aux amortissements)</i>	851	745
<i>Acquisitions d'immobilisations corporelles</i>	-177	-754
<i>Acquisitions d'immobilisations incorporelles</i>	126	144
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	1 024	83
Augmentation du Capital	13 507	
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-15 837	-15 851
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	66 949	61 517
<i>Intérêts liés au refinancement</i>	-35 019	-26 592
<i>Augmentation du stock de dettes représentées par un titre</i>	101 968	88 109
Trésorerie nette provenant des activités de financement	64 620	45 667
Trésorerie et équivalents trésorerie à l'ouverture	-2 279	-394
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	-63 337	-47 635
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	1 024	83
Trésorerie nette provenant des activités de financement	64 620	45 667
Trésorerie et équivalents trésorerie à la clôture	27	-2 279

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital et réserves liées			Réserves conso.	Gains/pertes latents ou différés (nets d'IS)		Résultat net part du groupe	Total Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes	Réserves	Réserves consolidées	Variations de valeur des instruments financiers					
					Variation juste valeur sur actifs disponibles à la vente	Variation juste valeur dérivés de couverture				
Capitaux propres au 31 décembre 2005	4 830	3 842		78 125	3 022		18 844	108 663	1	108 664
Affectation du résultat N-1				18 844			-18 844			
Distribution N au titre du résultat N-1				-15 837				-15 837		
Variations de valeurs des instruments financiers et immobilisations affectant les KP					291			291		
Résultat N							15 067	15 067		
cession actions auto-contrôle				207				207		
acquisition actions auto-contrôle				-21				-21		
Autres variations :				-2				-2		
Capitaux propres au 31 décembre 2006	4 830	3 842		81 317	3 313		15 067	108 369	1	108 370
Affectation du résultat N-1				15 067			-15 067			
Distribution N au titre du résultat N-1				-15 837				-15 837		
Variations de valeurs des instruments financiers et immobilisations affectant les KP					-493			-493		
Résultat N							12 602	12 602		
cession actions auto-contrôle				1 894				1 894		
acquisition actions auto-contrôle				-83				-83		
Augmentation capital et prime d'émission	320	13 188						13 508		
Autres variations :										
Capitaux propres au 31 décembre 2007	5 150	17 030	0	82 358	2 820	0	12 602	119 960	1	119 961

Notes annexes aux comptes consolidés

I Principes de consolidation comptable

Nos états financiers consolidés au 31 décembre 2007 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standard), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Outre le bilan et le compte de résultat consolidés, les états financiers consolidés comprennent un tableau des variations des capitaux propres et des participations minoritaires, un tableau des flux de trésorerie et les notes annexes. L'information sectorielle est présentée dans les notes annexes.

II Méthodes et évaluations comptables

Périmètre de consolidation

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque détient 99,99% du capital de la société Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF). Cette société contrôlée de manière exclusive est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Le périmètre du groupe CFCAL n'a pas évolué en 2007.

Instruments financiers comptabilisation et évaluation (IAS 39). — IFRS 7

Conformément à IAS 39 et IFRS 7, tous les actifs et passifs financiers qui comprennent également les instruments financiers dérivés doivent être présentés dans le bilan. A cette fin, l'intégralité du portefeuille doit être répartie en plusieurs groupes et évaluée en fonction de la classification correspondante. Les remarques ci-dessous résument la manière dont nous avons appliqué les règles stipulées dans cette norme au sein de notre groupe.

Classification et évaluation des actifs et passifs financiers :

Les instruments financiers comprennent les placements dans des instruments de capitaux propres et les titres d'emprunts, les prêts et créances, la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les lignes bancaires confirmées et qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe CFCAL constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Prêts et créances

Les prêts affectés à cette catégorie vérifient simultanément les critères suivants : les prêts sont émis ou acquis sans intention de les céder à court terme, l'entité n'a pas opté pour l'option juste valeur, ils ne sont pas cotés sur un marché actif, leur flux futurs sont fixes ou déterminables. Ils sont évalués au coût amorti. Cette méthode consiste à actualiser au taux d'intérêt effectif les flux futurs. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui génère les flux corrigés de l'effet de remboursement anticipé tel que la valeur actuelle de ces flux égalise le capital initial augmenté des coûts internes.

Cette catégorie recouvre à l'actif l'ensemble des prêts accordés par le groupe CFCAL et au passif les ressources du CFCAL.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Il s'agit des actifs financiers à paiements fixes ou déterminables et à échéances fixées que l'entreprise a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Le Groupe CFCAL n'a pas utilisé la catégorie « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » en 2007.

Actifs financiers disponibles à la vente

Cette catégorie recouvre l'ensemble des actifs financiers, quelle que soit leur nature, n'entrant dans aucune des catégories précédentes. Il s'agit principalement de titres portant intérêt, et d'actions. Ce portefeuille est évalué à la juste valeur par référence à son cours coté à la date de clôture avec impact sur les capitaux propres, dans la rubrique « Gains/pertes latents ou différés », après prise en considération de l'impôt différé. Les plus-values et moins-values n'affectent le compte de résultat qu'au moment de la cession de l'actif ou d'une dépréciation définitive.

Le Groupe CFCAL détient des instruments financiers dérivés destinés à couvrir son exposition au risque de taux d'intérêt.

Les instruments sont néanmoins classés, sur option, en juste valeur par résultat.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Le CFCAL ne détient pas de titres à la juste valeur par résultat.

Dérivés détenus à des fins de transaction

Les dérivés détenus à des fins de transactions sont comptabilisés au bilan dans le poste « actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la

valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative. Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « gains et pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Ils sont évalués en fin de trimestre en figeant les éléments variables au dernier taux connu et en actualisant les flux avec les taux des STRIP OAT.

Créances

Les créances émises sont évaluées au coût amorti à l'aide de la méthode du Taux d'Intérêt Effectif. Le coût amorti d'un crédit est le montant auquel il a été évalué lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements de capital, majoré ou diminué de l'amortissement de certains coûts et commissions à étaler et surcotes/décotes, actualisés au TIE et diminué de toute réduction pour dépréciation ou non recouvrabilité.

Une dépréciation est comptabilisée lorsqu'une perte est encourue du fait d'un événement intervenu après la comptabilisation initiale de l'actif. Le montant de la dépréciation est la différence entre le montant inscrit au bilan au titre de l'actif et le montant recouvrable qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif.

Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ». Toute réappréciation postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat, également dans la rubrique « Coût du risque ». A compter de la dépréciation, la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur nette comptable de l'actif calculée au taux d'intérêt effectif d'origine utilisé pour actualiser les flux jugés recouvrables.

Outre les dépréciations sur base individuelle, le groupe CFCAL procède à des dépréciations sur la base de groupes d'actifs présentant des caractéristiques similaires en termes de risques de crédit (provisions sur base portefeuille).

Immobilisations

Les normes IAS 16 et IAS 40 distinguent plusieurs catégories d'immobilisations :

- Les immeubles de placement : IFRS 40 définit un immeuble de placement comme un bien immobilier (terrain ou bâtiment – ou partie de bâtiment – ou les deux) détenu (par

le propriétaire ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location financement) pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

- Les autres immobilisations corporelles : selon IFRS 16, il s'agit des actifs corporels qui sont détenus par une entité soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services, soit pour être loués à des tiers, soit à des fins administratives ; pour les biens immobiliers, ce sont ceux qui sont occupés par leur propriétaire, par opposition aux immeubles de placement.

Le Groupe CFCAL a retenu comme règle de comptabilisation des immeubles de placement et autres immobilisations corporelles celle du coût, soit la valeur d'origine diminuée du cumul des amortissements. La valeur résiduelle des immobilisations est considérée comme nulle.

L'approche par composant consiste à amortir distinctement les éléments significatifs d'une immobilisation prise dans son ensemble. Si certains de ces éléments ont un même plan d'amortissement (durée et mode), ils peuvent toutefois être regroupés pour déterminer la charge d'amortissement (IFRS 16 § 45). Les grandes catégories de composants suivantes ainsi que les durées d'amortissement associées ont été déterminées pour les immeubles :

- Terrain,
- Gros œuvre, (50 ans)
- Couverture / Façade / Etanchéité (20 ans)
- Equipements Techniques (10 ans)
- Agencements (10 ans).

Les autres immobilisations sont amorties selon le système de l'amortissement linéaire ou dégressif soit :

- Matériel informatique – dégressif 3 à 5 ans
- Autres matériels - linéaire 10 ans
- Logiciels - linéaire 1 à 8 ans

Dettes représentées par un titre

Ce poste comprend notamment des obligations foncières ou d'autres titres bénéficiant du privilège défini à l'article L 515-19 du code monétaire et financier, mais également des titres de créances négociables destinés à assurer le financement de l'activité du Groupe CFCAL.

Ces titres sont inscrits au passif du bilan sous la rubrique « Dettes représentées par un titre » pour leur valeur nominale.

Les intérêts et charges relatifs à ces dettes sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

Provisions

La norme IAS 37 définit une provision comme un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains. Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Le CFCAL provisionne dans cette catégorie les assignations auxquelles le groupe doit faire face dans le cadre de son activité ainsi que les contentieux fiscaux.

Provision pour engagements de retraite

Les engagements de retraite sont intégralement provisionnés. Ils sont déterminés par des actuaires indépendants sur la base d'un taux d'actualisation de 5,25%, de l'application des tables de mortalité par générationnels, du taux de turn-over et des profils de carrière propres au CFCAL-Banque. Une provision pour prime d'ancienneté est comptabilisée conformément à l'accord collectif en vigueur.

La méthode de comptabilisation retenue permet d'amortir les écarts actuariels selon la règle du corridor pour les Indemnités de Fin de Carrière. Pour les Primes d'Ancienneté, les écarts actuariels doivent être reconnus immédiatement (il s'agit d'un régime de type « autres avantages à long terme »).

Impôts différés

Selon IAS 12, les impôts différés sont calculés sur la base d'une approche bilantielle, c'est-à-dire sur les différences constatées entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif, et sa valeur fiscale.

Capital

Rachat d'instruments de capitaux propres (actions propres)

Si le Groupe CFCAL rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée est comptabilisée net d'impôt, en diminution des capitaux propres.

Les actions rachetées sont classées en tant qu'actions propres et déduites des capitaux propres. Lorsque les actions propres sont vendues ou remises en circulation, le montant reçu est comptabilisé en augmentation des capitaux propres, et le solde positif ou négatif de la transaction est transféré en majoration ou en minoration des résultats non distribués.

III. Détermination de la juste valeur

Un certain nombre de méthodes comptables et d'informations nécessitent de déterminer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers. Les justes valeurs ont été déterminées pour des besoins d'évaluation ou d'informations à fournir, selon les méthodes suivantes. Des informations complémentaires sur les hypothèses retenues pour déterminer les justes valeurs sont indiquées, le cas échéant, dans les notes spécifiques à l'actif ou au passif concerné. Le Groupe CFCAL indique la détermination de la juste valeur de ses actifs et passifs financiers dans les notes annexes.

Immobilisations corporelles

La juste valeur des immobilisations corporelles repose sur les valeurs de marché. La valeur de marché d'un immeuble est le montant estimé auquel cet actif pourrait être échangé à la date de l'évaluation, après des actions de marketing appropriées, entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale, en dehors de toute contrainte particulière. La valeur de marché des installations, équipements et agencements repose sur le prix de marché affichés pour des éléments similaires.

Immeubles de placement

Tous les six mois, l'expert interne au Groupe CFCAL révisé les évaluations effectuées par l'évaluateur externe. Ce dernier est indépendant et possède une qualification professionnelle appropriée et reconnue et une expérience récente quant à la localisation géographique et la catégorie de l'immeuble de placement objet de l'évaluation.

La juste valeur repose sur la valeur de marché qui est le montant estimé auquel cet actif pourrait être échangé, après des actions de marketing appropriées, entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale, en dehors de toute contrainte particulière.

Gestion du risque

Concernant l'utilisation des instruments financiers, le groupe CFCAL est exposé aux risques suivants :

- risque de crédit,
- risque de liquidité,
- risque de marché,
- risque opérationnel.

Cette note présente des informations sur l'exposition du groupe à chacun des risques ci-dessus ainsi que son dispositif de maîtrise de ces risques.

Le management du groupe CFCAL et de ses filiales est assuré par le Directeur Général dont les responsabilités sont définies par le Conseil d'Administration. Il présente régulièrement des indicateurs permettant au Conseil d'apprécier le niveau des risques inhérents à l'utilisation des instruments financiers et les systèmes de maîtrise de ces risques.

Le dispositif de maîtrise des risques du groupe CFCAL s'appuie sur le Comité d'Audit et sur la direction Contrôles et Risques.

Le Comité d'Audit a été créé début 2005 en application du règlement n°97-02 du 21 février 1997 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière et par décision du Conseil d'Administration. Il assiste l'organe délibérant dans l'exercice de ses missions. Les missions, la composition et les modalités de fonctionnement du Comité d'Audit sont définies dans son règlement intérieur.

Le Comité se réunit au moins trois fois par an et doit, entre autres :

- contrôler la charte financière et ses modifications,
- porter une appréciation sur le système de contrôle interne,
- être informé de l'évolution des risques et suivre leur niveau,
- exercer une surveillance sur la qualité du système d'information,
- s'assurer que la société a mis en place les instruments de mesure et de limitation des risques du groupe.

Le Président du Comité rend compte des travaux du Comité au Conseil d'Administration par des rapports écrits transmis lors du Conseil suivant.

La direction Contrôles et Risques, créée en 2007, dont les moyens humains ont été renforcés dans la même année, a en charge le pilotage et le suivi des

risques inhérents à l'activité du groupe CFCAL. Malgré la taille de l'établissement et la nature de l'activité (le CFCAL est un établissement de 107 salariés dont la quasi-totalité de l'offre est concentrée sur un seul produit : le rachat de prêt), la création de cette direction s'inscrit dans l'évolution de l'organisation du groupe CFCAL vers les normes groupe CNCE et le renforcement de son dispositif de maîtrise des risques bancaires.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe liée à une incapacité du client ou d'une contrepartie à honorer ses échéances contractuelles. Pour le CFCAL, ce risque provient essentiellement des créances clients.

L'exposition du groupe au risque de crédit est liée à la fois aux caractéristiques individuelles et à la qualité du bien immobilier mis en garantie.

Au regard du niveau du risque de contrepartie, la sélection repose en amont sur une analyse individuelle manuelle de chaque dossier par un analyste de crédit et le passage devant les instances de validation des crédits en fonction du schéma délégataire. Les critères de sélection en tenant compte du système de limites du groupe CFCAL sont examinés et révisés trimestriellement par le comité de produit. Parmi les membres de ce comité, sont présents le juriste de l'établissement et un représentant de la direction Contrôles et Risques.

Dès le premier incident de paiement, le client est relancé par courrier et immédiatement pris en charge par un agent de la cellule téléphonique (composée de trois personnes) qui prend contact avec le débiteur. En cas de non résolution, après trois relances, le dossier est affecté à un agent gestionnaire. Celui-ci peut utiliser des outils afin de proposer des solutions d'apurement de l'impayé du client en tenant compte du système de délégation de pouvoir du CFCAL. Le système d'information génère systématiquement selon une périodicité prédéfinie (quotidienne, mensuelle....) ou à la demande, des états permettant à l'entité de contrôle hiérarchique de contrôler efficacement l'activité du département. Certaines opérations traitées au Département Gestion des Crédits font l'objet d'une validation par le responsable avant signature. Il s'agit des abandons de créances, des transferts de dossiers au département contentieux, des demandes de baisse de taux, des renégociations de l'indemnité de remboursement anticipé. Une fiche normée et

disponible sur le système d'information doit être soumise pour chaque opération au responsable en vue de sa validation.

Entre 3 et 6 échéances impayées, les dossiers sont transmis au service contentieux composé principalement de juristes spécialisés en recouvrement. Ce service peut prolonger le recouvrement à l'amiable. En cas d'échec, il prononce la déchéance du terme et entreprend les actions de recouvrement judiciaires (saisie, mise en jeu juridique de la garantie hypothécaire....).

Malgré la période de hausse des taux connue en 2007, le ratio risque est resté à son niveau habituel.

Les dépréciations dues aux estimations des pertes encourues relatives aux créances des clients sont calculées dossier par dossier selon deux méthodes. La première, automatique, est effectuée par le système d'information du CFCAL. La seconde, manuelle est décidée par les agents du service contentieux.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque d'incapacité du groupe à honorer ses échéances. Il inclut également la difficulté à trouver des financements à taux raisonnables.

Pour faire face à l'échéancier des ressources, la direction financière du groupe s'appuie sur la courbe de liquidité qui retrace les écarts (gap de flux) entre les échéances des crédits et des ressources. Ces écarts font l'objet d'une correction liée aux remboursements anticipés. L'examen de la courbe de liquidité au 31/12/2007 nous amène à conclure que le groupe CFCAL n'est pas exposé au risque de liquidité. D'autre part, les relations de confiance instaurées de longue date avec des institutionnels permettent de mobiliser immédiatement des lignes de liquidités couvrant entre 3 et 6 mois les besoins du CFCAL.

Le CFCAL-Banque se refinance par des emprunts réguliers de faibles montants unitaires. Cette technique permet un ajustement rapide en cas de variation et un adossement rigoureux.

L'essentiel de l'activité du groupe est porté par la filiale CFCAL-SCF tant sur les encours de prêts que sur le refinancement.

La note des obligations foncières du CFCAL-SCF a été maintenue à A+ confirmant la confiance de Standard and Poor's dans la solidité de notre filiale dont la gestion est assurée par le CFCAL-Banque.

Pour faire face à la nouvelle production, au 31/12/2007, les lignes confirmées représentent plus de 35% des objectifs de réalisation en 2008.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de perte liée aux variations des prix du marché.

Au regard de son activité, le CFCAL est exposé principalement au risque dû aux variations des taux.

Risque de taux d'intérêt

Le groupe CFCAL gère son risque de taux en adossant de façon la plus étroite possible en taux et en maturité les emplois et les ressources. Ceci est réalisable grâce à la nature des ressources levées qui le sont au fil de l'eau (tous les 10 à 15 jours), de faibles montants unitaires (5 à 10 M€ le ticket) et surtout amortissables ce qui permet aisément de coller au profil d'amortissement des crédits. Cependant, le passage à taux fixe et les remboursements anticipés représentent une source d'exposition au risque de taux. Afin de limiter leur portée, le groupe CFCAL peut contracter des swaps de taux.

Pour faire face au risque de taux, la direction Contrôles et Risques :

- suit régulièrement l'évolution du portefeuille titres du CFCAL et adresse les mises à jour de ce portefeuille à la direction Risques du CFF pour le calcul et le contrôle de la VAR.
- établit des états de gaps de taux fixés et de gaps de liquidité conformément aux normes Crédit Foncier.
- suit régulièrement l'évolution des encours à taux variable
- adapte la charte financière groupe au périmètre du CFCAL et suit la mise en œuvre de la feuille de route de conformité relativement à cette charte.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel représente le risque de perte provenant de processus internes inadéquats ou défaillants, de personnes et systèmes ou d'événements externes.

Pour la prise en charge du suivi et du contrôle du risque opérationnel, le CFCAL s'appuie sur la direction Contrôles et Risques. Cette direction anime l'équipe des correspondants désignés dans chaque unité opérationnelle dont le rôle consiste à saisir les incidents RO.

Elle assure la mise à jour de la cartographie, l'élaboration et l'alimentation des indicateurs d'alerte sous ORIS (système d'information groupe CNCE de gestion du risque opérationnel). Elle est aussi le relais du responsable RO du Crédit Foncier. Elle a en charge également d'alimenter les reportings destinés au Comité d'audit et les reportings réglementaires.

Risque informatique

Le Directeur contrôles et risques (RSSI) a en charge d'assurer la sécurité informatique. Il s'appuie sur une organisation mise en place en impliquant notamment la cellule informatique et le département Réseau et sécurité du CFCAL.

Le dispositif de sécurisation des systèmes d'informations mis en place est composé de:

- Un accès authentifié aux ressources informatiques.
- Une cartographie des accès aux ressources informatiques
- Une obligation d'approbation de la direction contrôles et risques avant tout développement informatique
- Un outil de relevés des opérations effectuées par les informaticiens
- le manuel des modes opératoires de la gestion du parc informatique :
- la sensibilisation et la formation de l'équipe chargée de l'administration et de la gestion du réseau informatique du CFCAL
- l'examen quotidien des journaux des événements informatiques
- les plans de sauvegarde et de restauration
- la mise à jour régulière des systèmes d'exploitation notamment des programmes améliorant la sécurité
- le système performant de gestion des habilitations

Risque de blanchiment des capitaux

Leur surveillance est assurée par le Directeur Informatique et Contrôle qui s'appuie sur les méthodes du service de lutte anti-blanchiment (SLAB) du Crédit Foncier.

Les conséquences environnementales et sociales des activités exercées par l'établissement :

L'activité exercée par la société n'entraîne pas de conséquences environnementales et sociales, hormis les risques liés à l'emploi de salariés.

Gestion du capital

La politique du CFCAL consiste à maintenir une base solide afin de préserver la confiance du marché et de soutenir le développement de l'activité. Le Crédit Foncier de France, groupe Caisse d'Epargne, est l'actionnaire de référence à 66,5% et confère à ce titre la stabilité nécessaire. L'ESCA, actionnaire de référence à hauteur de 11,7%, apporte un ancrage régional au CFCAL.

L'objectif du CFCAL est de maintenir une liquidité du titre certes réduite compte tenu de l'actionariat stable, mais suffisante pour les petits porteurs. Le Conseil d'Administration veille au niveau du dividende et incite au réinvestissement à travers des décotes sur les prix de souscription.

Les membres du personnel sont également favorisés. Les salariés détiennent ainsi 1,1% du capital par le biais du fonds commun de placement. Le CFCAL développe une politique de fidélisation de son encadrement par des attributions d'actions gratuites, limitées dans leur montant (0,5% des actions).

Occasionnellement, le groupe achète ou cède ses propres titres sur le marché, à travers un contrat de liquidité souscrit auprès de NATIXIS SECURITIES. Le rythme de ces achats/ventes dépend du cours du marché, et des besoins d'assurer la liquidité du titre quotidiennement. Le contrat de liquidité est encadré par des bornes fixées en Assemblée générale.

Note 1 - Intérêts, produits et charges assimilés

(en milliers d'euros)	31-déc-07			31-déc-06		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires			191			92
Intérêts sur comptes à vue, à terme, prêts et emprunts et opérations de pension	228	37	191	128	36	92
Opérations avec la clientèle			58 906			49 074
Intérêts sur comptes à vue, à terme, prêts et emprunts (hors régime spécial) et opérations de pension	59 267	237	59 030	49 327	146	49 181
Intérêts sur prêts et comptes à terme à régime spécial		124	-124		107	-107
Dettes représentées par un titre			-33 452			-26 133
Charges sur certificat de dépôt et BMTN		4 103	-4 103		2 415	-2 415
Charges sur emprunts obligataires		29 349	-29 349		23 718	-23 718
Autres	10	78	-68	122	169	-47
Total des intérêts et produits (charges) assimilés	59 505	33 928	25 577	49 577	26 591	22 986

Note 2 - Commissions (Produits et charges)

(en milliers d'euros)	31-déc-07			31-déc-06		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
. Commissions sur opérations avec la clientèle	23	782	-759	22	772	-750
. Indemnités de remboursements anticipés	2 361		2 361	2 548		2 548
. Commissions sur moyens de paiement	217		217	180		180
. Commissions sur opérations sur titres	13	86	-73	12	161	-149
. Commissions sur opérations de hors-bilan			0	0	1	-1
. Autres commissions	310	381	-71	348	261	87
Total des commissions nettes	2 924	1 249	1 675	3 110	1 195	1 915

Note 3 - Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06	variation
Résultats sur instruments dérivés	-280	-641	361
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-280	-641	361

Note 4 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06	variation
Actions et autres titres à revenu variable			
Résultats de cession	1630	1982	-352
Dividendes reçus	285	454	-169
Autres	-104	-110	6
Total des gains/pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisé dans le résultat	1 811	2326	-515

Comptabilisés directement en capitaux propres :			
Gains/pertes sur titres à revenu fixe des actifs financiers disponibles à la vente	-13	-7	-6
Gains/pertes sur titres à revenu variable des actifs financiers disponibles à la vente	4 257	5 059	-801
Impôts comptabilisés directement en capitaux propres	-1 425	-1 739	314
Total des gains/pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisé en capitaux propres	2 819	3 312	-493

Note 5 - Produits et charges des autres activités

(en milliers d'euros)	31-déc-07			31-déc-06		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Résultat de cession d'immeubles de placement (1)	163		163			
Dotations et reprises d'amortissements et de provisions sur immeubles de placement	5	204	-199		109	-109
Revenus et charges sur immeubles de placement	1 183	326	857	1 147	271	876
Total des produits et charges sur immeubles de placement	1 351	530	821	1 147	380	767
Total des opérations de locations opérationnelles	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges divers d'exploitation	95	46	49	99	73	26
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation (2)	249	360	-111	893		893
Autres produits d'exploitation bancaire	344	406	-62	992	73	919
TOTAL GENERAL	1 695	936	759	2 139	453	1 686

(1) Résultat de cession d'un lot de garages situé à Bischheim (67)

(2) Essentiellement sur litiges assignations

Note 6 : Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Impôts et taxes	684	666
Services extérieurs	2 070	1 718
Total Autres frais administratifs	2 754	2 384
Frais de personnel	6 658	6 678
Total Charges générales d'exploitation	9 412	9 062

Note 7 : Frais de personnel

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Salaires et traitements	3 286	3 162
Charges de retraite	1 261	1 193
Autres charges sociales et fiscales	768	691
Intéressement et participation	1 343	1 632
Total Frais de Personnel	6 658	6 678

Ventilation de l'effectif

	31-déc-07	31-déc-06
Non cadres	88	88
Cadres	19	16
Total Effectif	107	104

Note 8 : Engagements sociaux

Le passif social est exclusivement constitué par les indemnités de fin de carrière et les primes d'ancienneté, conformes aux conventions légales et intégralement provisionnées. Ils sont déterminés par des actuaires indépendants sur la base d'un taux d'actualisation de 5,25%, de l'application des tables de mortalité par générationnels, du taux de turn-over et des profils de carrière propres au CFCAL. Les seuls départs observés ces dernières années sont des départs en retraite. Cette cause étant modélisée par ailleurs, le taux de rotation au sein de la société peut donc être considéré comme nul. Pour la première fois cette année des départs par démission ont été constatés. L'historique est cependant trop faible pour justifier une modification de l'hypothèse.

ANNEXE IAS19				
GROUPE	CFCAL	CFCAL	CFCAL	CFCAL
REGIME	Groupe	Groupe	IDR	Prime d'ancienneté
	01/01/2006 31/12/2006	01/01/2007 31/12/2007	01/01/2007 31/12/2007	01/01/2007 31/12/2007
A. Evolution de l'engagement				
1. Engagement à l'ouverture	(219 527)	(459 953)	(327 377)	(132 576)
2. Coût des services rendus	(14 991)	(29 065)	(19 550)	(9 515)
3. Charge d'intérêt	(10 607)	(20 698)	(14 732)	(5 966)
4. Cotisations versées par les salariés	0	0	0	0
5. Prestations payées	67 175	3 945	0	3 945
6. (Pertes) et gains actuariels	(99 257)	16 901	14 440	2 461
7. Acquisition	0	0	0	0
8. Cession	0	0	0	0
14. Autres (correction d'erreurs)	(182 749)	0	0	0
16. Engagement à la clôture	(459 956)	(488 870)	(347 219)	(141 651)
C. Charge de l'exercice				
1. Coût des services rendus	(14 991)	(29 065)	(19 550)	(9 515)
2. Charge d'intérêt	(10 607)	(20 698)	(14 732)	(5 966)
5. Amortissement des services passés	0	0	0	0
6. Amortissement des (pertes) et gains actuariels	0	(623)	(3 084)	2 461
9. Autres (correction d'erreurs)	(182 749)	0	0	0
11. (Charge)/Produit de retraite de l'exercice	(208 347)	(50 386)	(37 366)	(13 020)
D. Provision reconnue au bilan				
1. Engagements financés	0	0	0	0
2. Juste valeur des actifs	0	0	0	0
3. Engagement net	0	0	0	0
4. Engagements non financés	(459 956)	(488 870)	(347 219)	(141 651)
5. Services passés non reconnus	0	0	0	0
6. Pertes/(gains) actuariels non reconnus	99 257	81 730	81 730	0
7. Ajustement lié à la limite de la reconnaissance d'un surplus	0	0	0	0
8. (Provision)/Actif de fin d'exercice	(360 699)	(407 140)	(265 489)	(141 651)
E. Evolution de la provision				
1. Provision à l'ouverture	(219 527)	(360 699)	(228 123)	(132 576)
2. Charge de l'exercice	(208 347)	(50 386)	(37 366)	(13 020)
4. Cotisation au fonds versées par l'employeur	0	0	0	0
5. Prestations payées par l'employeur	67 175	3 945	0	3 945
6. Acquisition	0	0	0	0
11. (Provision)/Actif de fin d'exercice	(360 699)	(407 140)	(265 489)	(141 651)
F. Hypothèses (fin d'exercice)				
1. Taux d'actualisation	4,50%	5,25%	5,25%	5,25%
3. Taux d'augmentation des salaires	1,32%	1,32%	1,29%	1,35%
5. Age moyen de départ en retraite	61 ans	61 ans	61 ans	61 ans
G. Population concernée				
1. Date d'extraction des données	30/11/2006	30/11/2007	30/11/2007	30/11/2007
2. Nombre de salariés bénéficiaires	74	95	95	95
H. Durée d'amortissement				
1. Durée résiduelle d'activité	21,57	23,65	23,65	n.a
I. Information complémentaires				
1. Engagement (taux d'actualisation -0,5%)	(488 018)	(219 898)	(368 288)	148 390
2. Engagement (taux d'actualisation +0,5%)	(434 170)	(192 523)	(327 901)	135 378
3. TOTAL des gains / (pertes) actuariels de l'exercice	(99 257)	16 901	14 440	2 461
3.a Gains & (Pertes) actuariels - changement d'hypothèses	0	42 545	32 232	10 313
3.b Gains & (Pertes) actuariels - ajustement d'expérience	(99 257)	(25 644)	(17 792)	(7 852)
K. Charge de l'exercice prévisible (N+1)				
1. Coût des services rendus	(29 065)	(31 951)	(21 168)	(10 783)
2. Charge d'intérêt	(20 698)	(25 666)	(18 229)	(7 437)
5. Amortissement des services passés	0	0	0	0
6. Amortissement des (pertes) et gains actuariels	(623)	(1 987)	(1 987)	0
7. Gains/(pertes) de réduction	0	0	0	0
11. (Charge)/Produit de retraite de l'exercice	14 (50 386)	(59 604)	(41 384)	(18 220)

Note 9 - Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations d'exploitation

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	647	542
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	647	542

Note 10- Coût du risque

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Dotations aux provisions et aux dépréciations:		
Opérations interbancaires		22
Opérations avec la clientèle	2 147	2 922
Divers	70	69
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS	2 217	3 013
Reprises de provisions :		
Opérations interbancaires		48
Opérations avec la clientèle	3 065	9 499
Divers	101	22
REPRISES DE PROVISIONS	3 166	9 569
Pertes et récupérations :		
Pertes sur créances irrécouvrables	1 029	2 821
Récupérations sur créances amorties	-24	-51
PERTES ET RECUPERATIONS	1 005	2 770
COUT DU RISQUE	-56	3 786

Note 11 - Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Plus-values des immobilisations financières		55
Moins-values des immobilisations financières		
RESULTAT CESSIONS IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	55

Note 12- Impôt sur le résultat

A) Composante de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Charge d'impôt exigible	6 883	7 729
Ajustement sur impôt exigible au titre des années antérieures		-332
Réduction IDA	-59	44
Charge d'impôt comptabilisée	6 824	7 440

B) Explication de la charge d'impôt

	31-déc-07	31-déc-06
Résultat net part du groupe	12 602	15 068
Charge (produit) d'impôt	6 824	7 440
Résultat comptable avant impôt et dépréciation des écarts d'acquisition	19 426	22 509
<i>Taux d'imposition de droit commun français</i>	<i>34,43%</i>	<i>34,43%</i>
Charge (produit) d'impôt théorique aux taux en vigueur en France	6 688	7 750
Effet de la réduction des impôts différés actifs		
Effet des différences permanentes	135	-310
Charge (produit) d'impôt comptabilisée	6 824	7 440
Taux effectif d'impôt (charge/produit d'impôt comptabilisé rapporté au résultat taxable)	35,13%	33,05%

C) Composition des impôts différés au bilan

(en milliers d'euros)	31-déc-06	Variations portant sur des éléments comptabilisés en résultat	Variations portant sur des éléments comptabilisés en capitaux propres	autres mouvements	31-déc-07
Provisions pour engagements sociaux	692	-77			615
Provisions pour risques de crédit non déductibles	570	20			590
Autres provisions	1 679	74			1 753
Autres différences temporelles	439	938	36		1 414
Actifs d'impôts différés	3 380	956	36	0	4 373
Variation de juste valeur positive des actifs disponibles à la vente	1 739		-278		1 461
Autres différences temporelles	37	897			934
Passifs d'impôts différés	1 776	897	-278	0	2 395
Net d'impôts différés	1 604	59	314	0	1 978

Note 13 - Résultat (dilué) par action.

Le CFCAL ne porte aucun instrument dilutif dans son bilan. Le résultat dilué par action est ainsi identique au résultat par action.

Note 14 - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31-déc-07			31-déc-06		
	Transaction	Sur option	Total	Transaction	Sur option	Total
Opérations fermes						
Taux	182		182	41		41
Total dérivés	182		182	41		41
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	182		182	41		41

Note 15 - Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Effets publics et valeurs assimilées	2 512	102
Obligations	89	146
Total titres à revenu fixe	2 601	248
Actions et autres titres à revenu variable & ATDLT	10 738	12 154
Total des actifs financiers disponibles à la vente brut	13 339	12 402
Provisions pour dépréciation	0	0
Total des actifs financiers disponibles à la vente net	13 339	12 402

Note 16 - Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Comptes ordinaires débiteurs	(1) 1 813	1 584
Autres	111	72
Créances rattachées	30	32
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 954	1 688

(1) dont comptes ordinaires du réseau pour 1 001K€

Note 17a - Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	6 361	5 948
<i>dont créances douteuses</i>	<i>1 076</i>	<i>1 462</i>
Crédits de trésorerie	38 065	39 307
Crédits à l'équipement	31 109	42 075
Crédits à l'habitat	246 872	219 765
Autres crédits	544 987	458 624
AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	861 033	759 771
Créances rattachées	5 036	4 471
<i>dont créances douteuses</i>	<i>152</i>	<i>106</i>
CREANCES DOUTEUSES (1)	66 006	55 522
Montant brut des prêts et créances sur la clientèle	938 436	825 712
Dépréciations clientèle	17 516	17 429
Dépréciations créances rattachées et comptes ordinaires débiteurs	432	389
Montant net des prêts et créances sur la clientèle	920 488	807 894

(1) Parmi ces créances, les créances douteuses compromises s'élèvent à 7 701K€ et sont dépréciées à concurrence de 7 164K€

Note 17b - Ventilation des créances douteuses selon la durée résiduelle

(en milliers d'euros)	Durée <= à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Durée > à 5 ans	TOTAL 2007	TOTAL 2006
Crédits de trésorerie	1 640	200	373	324	577	3 113	2 157
Crédits à l'équipement	862	88	142	139	179	1 410	1 008
Crédits à l'habitat	624	27	30	12	45	738	910
Autres crédits	34 996	1 316	4 147	3 599	16 687	60 745	51 447
Total	38 121	1 631	4 693	4 074	17 487	66 006	55 522

Note 18 - Comptes de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Charges constatées d'avance	95	92
Produits à recevoir	5	
Autres comptes de régularisation	90	93
Total des comptes de régularisation	190	185
Débiteurs divers	420	531
A déduire provisions autres actifs	-246	-277
Total des actifs divers	174	254
Total des Comptes de régularisation et actifs divers (NET)	364	439

Note 19 - Immeubles de placement

Le CFCAL a opté pour la méthode du coût, soit la valeur d'origine diminuée du cumul des amortissements . Les mouvements constatés sur l'année se présentent ainsi :

(en milliers d'euros)	Immeubles de placement	En-cours	TOTAL
Valeur brute au 31/12/2005	5 651	191	5 842
Acquisitions 2006 Sorties 2006	19	208	227 0
Valeur brute au 31/12/2006	5 670	399	6 069
Acquisitions 2007 Sorties 2007	91 127	25 20	116 147
Valeur brute au 31 /12/2007	5 634	404	6 038

(en milliers d'euros)	Immeubles de placement	En-cours	TOTAL
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2005	2 274	184	2 458
Amortissements 2006 Autres mouvements 2006	203	-94	203 -94
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2006	2 477	90	2 567
Amortissements 2007 Autres mouvements 2007	162	0 -5	162 -5
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2007	2 639	85	2 724
Valeur nette comptable au 31/12/2007	2 995	319	3 314

Juste valeur des immeubles de placement (en milliers d'euros) :

Localisation	Juste valeur	Revenus locatifs estimés/an
16, rue Thiergarten à Strasbourg	520	32
10, rue du Maire Kuss à Strasbourg	790	42
34, rue Thomann à Strasbourg	75	11
8, rue des Peupliers à Gundershoffen	3 000	203
2, rue Guynemer à Brive la Gaillarde	190	12
10, rue St Didier à Paris	11 000	571
3, rue Ampère à Epinay sur Seine	950	77
64, rue des Moines à Paris	175	4
2, rue du Mouzon à Laxou	75	10
22, avenue Paul Signac à Montreuil	20	6
TOTAL	16 795	968

Ces évaluations ont été réalisées par des experts externes et revues par l'expert interne du CFCAL-SCF.

Note 20 - Immobilisations corporelles EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	Immobilisations corporelles				
	Terrains et constructions	Locations simples	Equipement, mobilier et autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en-cours	Valeurs brutes
Valeur brute au 31/12/2005	893	0	3 204	42	4 139
Acquisitions 2006 Cessions 2006	42		784 -43	309 -42	1 135 -85
Valeur brute au 31/12/2006	935	0	3 945	309	5 189
Acquisitions 2007 Cessions 2007	334		576 -11	118 -422	1 028 -433
Valeur brute 31/12/2007	1 269	0	4 510	5	5 784

(en milliers d'euros)	Immobilisations corporelles				
	Terrains et constructions	Locations simples	Equipement, mobilier et autres immobilisations	Immobilisations corporelles en-cours	Totaux
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					
Valeur au 31/12/2005	289	0	1 621	0	1 910
Dotations aux amortissements 2006	9		288		297
Valeur au 31/12/2006	298	0	1 909	0	2 207
Dotations aux amortissements 2007	15		403		418
Cumul des amortissements et pertes de valeur clôture	313	0	2 312	0	2 625
Valeur nette comptable à la clôture 31/12/2007	956	0	2 198	5	3 159

Note 21 - Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Droit au bail Fonds de commerce	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Valeurs brutes
VALEURS BRUTES				
Valeur brute au 31/12/2005		1 141		1 141
Acquisitions 2006 Cessions 2006		58 15		58 15
Valeur brute au 31/12/2006		1 184		1 184
Acquisitions 2007 Cessions 2007		91 -22		91 -22
Valeur brute au 31/12/2007		1 253		1 253

(en milliers d'euros)	Droit au bail Fonds de commerce	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Totaux
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2005		614		614
Amortissements 2006		187		187
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2006		801		801
Amortissements 2007		195		195
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2007		996		996
Valeur nette comptable à la clôture 31/12/2007		257		257

Note 22 - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
	sur option	sur option
Opérations fermes		
Taux	0	636
Total dérivés	0	636
Total des Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	636

Note 23 - Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Comptes à vue des établissements de crédit	2 339	4 274
Dettes à vue sur les établissements de crédit	2 339	4 274
Emprunts et comptes à terme	94	152
Dettes rattachées	2	2
Dettes à terme sur les établissements de crédit	96	154
Total des dettes envers les établissements de crédit	2 435	4 428

Note 24 - Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Comptes ordinaires créditeurs	5 696	5 803
Comptes à terme	5 581	1 472
Comptes d'épargne à régime spécial	4 042	4 335
Livrets	3 339	3 571
PEL	558	592
CEL	50	58
PEA	95	114
Autres dettes opérations clientèle	(1) 1 843	367
Dettes rattachées	211	109
Total des comptes créditeurs de la clientèle	17 373	12 086

(1) sommes de la clientèle en instance d'affectation

Note 25 - Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Bons de caisse	4	4
TCN (BMTN et certificats de dépôts)	107 924	85 294
Emprunts obligataires	673 946	595 584
Dettes rattachées	11 518	10 542
Total des dettes représentées par un titre	793 392	691 424

Note 26 - Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Charges à payer	0	4
Autres comptes de régularisation créditeurs (1)	432	2 950
Total des comptes de régularisation - passif	432	2 954
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	87	95
Dettes fiscales et sociales	3 136	3 246
Passifs divers	1 977	2 081
Total des passifs divers	5 200	5 422
Total des Comptes de régularisation et passifs divers	5 632	8 376

(1) En 2007, les sommes en instance d'affectation ont été reclassées dans la rubrique "dettes envers la clientèle" (voir note 24)

Note 27 - Provisions risques et charges

(en milliers d'euros)	31-déc-06	Dotations	Reprises	Utilisations	31-déc-07
Engagements sociaux	360	51	4		407
Autres provisions					
Provisions pour litiges	6 983	360	119		7 224
Autres provisions	130		130		0
Total	7 473	411	253	0	7 631

Note 28 - Informations relatives au capital

Le 4 juillet 2007, émission de 209 418 actions nouvelles au prix unitaire de 64,50€, soit une augmentation de capital de 319 362,45€ et une prime globale d'émission de 13 188 098,55€. Le nouveau capital social est ainsi fixé à 5 149 526€ divisé en 3 376 738 actions entièrement libérés.

Le groupe CFCAL détient 2 380 actions d'autocontrôle au 31/12/2007 déduites des capitaux propres en normes IFRS.

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06	VARIATION
Capitaux propres			
Capital	5 150	4 830	319
Primes d'émission	17 031	3 842	13 188
sous-total	22 180	8 673	13 507
Réserves	82 358	81 317	1 042
Résultat latent des titre AFS	2 819	3 312	-493
Total	107 358	93 301	14 056
à déduire immobilisations incorporelles	-257	-383	126
FONDS PROPRES DE BASE (tier 1)	107 101	92 918	14 183
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES (tier 2)	0	0	0
TOTAL FONDS PROPRES	107 101	92 918	14 183
TOTAL ENCOURS RISQUES PONDERES	512 767	466 409	46 359
RATIO DE SOLVABILITE	20,89%	19,92%	0,96%

Note 29 - Engagements

(en milliers d'euros)	31-déc-07	31-déc-06
Engagements de financement et de garantie donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	20 327	13 456
	20 327	13 456
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit en faveur de la clientèle	0	51
		51
Engagements de financement et de garantie reçus		
Engagements de financement des établissements de crédit	115 000	123 000
	115 000	123 000
Engagements de garantie des établissements de crédit d'organismes d'assurances de la clientèle	948 777	833 031
	133	203
	76 611	81 389
	872 033	751 439

Note 30 : Risque de crédit

a) Exposition globale au risque de crédit

en milliers d'€	Encours sains	Encours douteux	BRUT 31-déc-07	BRUT 31-déc-06
• Opérations interbancaires	1 954		1 954	1 688
• Opérations clientèle (1)	872 430	(2) 66 006	938 436	825 712
• Autres actifs financiers (3)	2 601		2 601	248
Sous-Total	876 985	66 006	942 991	827 648
• Hors Bilan Engagement de financement en faveur de la clientèle			20 327	13 456
Exposition maximum	876 985	66 006	963 318	841 104

(1) Les encours des crédits qui auraient été en souffrance ou provisionnés s'ils n'avaient pas été restructurés s'élèvent à 766 K€

(2) Balance agée sur encours douteux voir note 17b

(3) Titres à revenu fixe du portefeuille disponible à la vente. Les obligations du portefeuille recourent des OATI et des emprunts obligataires allemands, emprunts d'état bénéficiant des notations Aaa/AAA.

b) Provisions couvrant le risque de crédit

en milliers d'€	31-déc-06	Dotations	Reprises	Utilisations	Autres variations	31-déc-07
• Opérations clientèle						
<i>Sur base individuelle</i>	16 365	7 465	6 052	927		16 851
<i>Sur base portefeuille</i>	1 453		356			1 097
Provisions déduites de l'actif	17 818	7 465	6 408	927		17 948
Total des provisions pour risque de crédit	17 818	7 465	6 408	927		17 948

Dont provisions sur :	en milliers d'€					
• Encours sains	1 453	0	356	0		1 097
• Encours douteux	16 365	7 465	6 052	927		16 851

c) Méthodes utilisées pour réduire le risque de crédit

Garantie

La majorité des prêts CFCAL sont garantis soit par une hypothèque pour les prêts Hypothécaires, soit par une caution institutionnelle pour les prêts à la consommation ou par une garantie communale pour les prêts des collectivités locales. La clientèle est constituée quasi exclusivement de particuliers. Le groupe CFCAL dispose d'un stock de prêts aux collectivités locales, mais celui-ci tend à s'éteindre en l'absence de nouvelles réalisations.

Type de Prêt (en milliers d'€)	Capital + intérêts + Accessoire	Total Valeurs Hypothécaires ou Montants garantis	taux de garantie
• Hypothécaire	856 536	2 512 102	100,00%
• A la consommation	40 821	37 429	91,69%
• Communal	29 293	27 599	94,00%
Total (1)	926 650	2 577 130	99,45%

(1) L'encours brut total s'élève à 938 436K€ (y compris créances rattachées, comptes ordinaires débiteurs, et impact IFRS) voir note 17a

Restructuration interne

Le CFCAL a développé des outils de restructuration des encours présentant des impayés. Après examen de la situation financière du débiteur, le CFCAL peut proposer un plan d'apurement des impayés. Ce plan consiste à étaler l'impayé du débiteur sur plusieurs échéances au regard de sa capacité à honorer ses dettes.

d) Qualité des encours

Le CFCAL n'a pas de système de notation statistique de ses emprunteurs. Néanmoins, il possède un système expert qui classe les emprunteurs des prêts hypothécaires selon les critères de recevabilité du dossier (âge des emprunteurs, ratio d'endettement futur, ratio hypothécaire, objet du prêt...) dans trois catégories : de la moins risquée (catégorie 1) à la plus risquée (catégorie 3).

Classification des prêts des emprunteurs en milliers d'€	
Catégories	Montant
• catégorie 1	165 617
• catégorie 2	52 727
• catégorie 3	34 212
• Non renseigné	15 765
Total	268 321

Note 31 - Risque de liquidité

en milliers d'€

31-déc-07	Moins d'1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
ACTIF						
Caisse, Banques centrales, CCP	508					508
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors dérivés)	182					182
Actifs financiers disponibles à la vente	13 339					13 339
Prêts et créances sur les Etablissements de Crédit	1 954					1 954
Prêts et créances sur la Clientèle	62 069	20 178	93 555	444 715	893 682	1 514 200
<i>dont intérêts futurs</i>	5 427	10 641	46 730	206 532	306 434	575 764

31-déc-07	Moins d'1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
PASSIF						
Banques centrales, CCP						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat (hors dérivés)						
Dettes envers les Etablissements de Crédit	2 341		31	63		2 435
Dettes envers la Clientèle	16 923	450				17 373
Dettes représentées par un titre	42 296	16 291	74 798	418 291	241 716	793 392
<i>dont intérêts futurs</i>	2 981	5 570	27 759	93 171	21 862	151 344

Note 32 - Risque de taux

en milliers d'€

Duration et sensibilité au 31 décembre 2007			
Taux d'actualisation zéro coupon +1.30% pour les emplois et zéro coupon +0.30% pour les ressources			
	Taux de référence		
	Initial	-1%	1%
Valeur Actuelle des emplois (VAE)	954 609	988 273	923 488
	Sensibilité VAE	3,53%	-3,26%
Valeur Actuelle des ressources (VAR)	791 276	816 903	767 066
	Sensibilité VAR	3,24%	-3,06%
Duration des emplois (en mois)	43,07	44,66	41,62
Duration des ressources (en mois)	39,60	40,24	38,98
Valeur liquidative (VAE -VAR)	163 334	171 370	156 422
Ratio de rentabilité (valeur liquidative/VAE)	17,11%	17,34%	16,94%
Variation de la valeur liquidative par rapport à une variation de taux		4,92%	-4,23%
<p>Une augmentation des taux d'intérêt de 1% entraîne une baisse de la valeur liquidative de 4.23%</p> <p>Une baisse des taux d'intérêt de 1% génère une augmentation de la valeur liquidative de 4.92%</p>			

Note 33 : Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des prêts accordés à la clientèle est basée sur la valeur actualisée des flux aux taux de la courbe zéro coupon sur OAT, majorée de 150 points de base, pour les prêts à taux fixe et sur la base de l'EURIBOR 1 an cristallisé, majoré de 150 points de base, pour les prêts à taux révisable.

La juste valeur des ressources est basée sur la valeur actualisée des flux aux taux de la courbe zéro coupon sur OAT, majorée de 30 points de base, pour les ressources à taux fixe, et sur la base de l'EURIBOR 3 mois cristallisé sans marge, pour les ressources à taux révisable.

en milliers d'€

31-déc-07	Coût amorti	juste valeur
Actif		
Prêts et créances sur les établissements de Crédit	1 954	1 954
Prêts et créances sur la clientèle	920 488	1 104 203
Passif		
Dettes envers les établissements de Crédit	2 435	2 435
Dettes envers la clientèle	17 373	17 373
Dettes représentées par un titre	793 392	822 238

Note 34- Information sectorielle

Information par secteur d'activité

en milliers d'euros	secteur A	secteur B	Total groupe
	HYPOTH. ET CONSO	COLLECT. LOCALES	
Produit net bancaire	27 094	2 448	29 542
Charges générales d'exploitation	9 413		
Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	647		
Coût du risque	441	-384	
Résultat d'exploitation	16 594	2 832	19 426
Autres résultats			
Résultat net avant impôt	16 594	2 832	19 426

Le principal secteur d'activité du CFCAL étant les crédits, la distinction est faite par catégories de prêts soit :

1) prêts hypothécaires et à la consommation

2) prêts aux collectivités locales

L'activité est intégralement réalisée en France

Note 35 - Notes sur le tableau des flux de trésorerie

Composition de la trésorerie et des équivalents trésorerie

(en milliers d'euros)	31-déc-07		31-déc-06	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Caisse	65		75	
Banque Centrale et CCP	443		386	
Sous-total	508		461	
Soldes à vue sur établissements de crédit	1 954	2 435	1 688	4 428
Solde net Trésorerie et équivalents Trésorerie	27		-2 279	

Note 36 - Informations relatives aux parties liées

Le Groupe Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine est constitué du CFCAL-Banque, maison mère ayant statut de banque, et du CFCAL-SCF, société de crédit foncier détenue à 99,99% ayant qualité d'établissement de crédit.

Cette filiale est soumise aux dispositions de la loi n°99-532 du 25 juin 1999 qui lui permettent de se refinancer sur le marché en acquérant des créances normées, refinancées par des obligations foncières.

Le CFCAL Banque octroie des prêts à la clientèle et les cède au jour le jour à la SCF.

Le CFCAL Banque met à disposition de sa filiale le personnel, le matériel ainsi que les locaux par le biais d'une convention de groupement de fait. Chaque trimestre, les charges générales d'exploitation sont refacturées à l'aide de clés de répartition définies lors de l'établissement de la convention en date du 27 décembre 1999 et régulièrement révisées depuis. Les frais attachés aux dossiers (commissions versées aux courtiers) et les frais d'étude (versés par le client) sont transférés trimestriellement dossier par dossier.

RAPPORT DE GESTION 2007

Madame, Monsieur, cher actionnaire,

Le CFCAL-banque a effectué cette année encore, après une déjà belle année 2006, un parcours remarquable dans son cœur de métier, en augmentant de près de 30% ses réalisations de crédits hypothécaires, dans un environnement marqué principalement pour la sphère financière par les conséquences de la crise dite des « subprimes ».

A cet égard, vous pourrez constater que votre société qui n'a strictement aucun actif concerné par les subprimes dans son bilan, a été remarquablement résistante à la hausse des coûts de refinancement, et a même bénéficié au cours du dernier trimestre de l'année d'une hausse de marge sur ses crédits, qui lui vaut d'atteindre un PNB en hausse de 4.5% dans l'absolu, et de 10% si l'on retire les éléments exceptionnels qui avaient marqués 2006.

Avec un coefficient d'exploitation inférieur à 35%, le cfc-al-banque reste en 2007 dans ce domaine aussi l'un des établissements de crédit les plus performants de France.

Le cours de votre action a connu une baisse de 3.60% sur l'année, ce qui ne reflète pas les très bonnes performances du CFCAL-banque au cours de cette année, mais plutôt la baisse généralisée des valeurs financières durement sanctionnées en Bourse en fin d'année, et à laquelle votre société n'a pas échappée.

Je remercie ici tous nos fidèles actionnaires, qui ont vu leur présence à nos côtés récompensée par trois années de distribution d'un dividende exceptionnelle, période qui prend fin cette année.

Je remercie également pour leur dévouement à l'entreprise, le management et l'ensemble des salariés du CFCAL-banque, dont l'effectif n'a cessé de progresser pour faire face à la forte croissance de l'activité pour atteindre au 31 décembre 107 salariés. Sans leur compétence et leur engagement, rien ne serait possible.

Commentaires sur les résultats

a. Données consolidées

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2007 sont préparés et publiés conformément aux normes IFRS.

- Changement comptable

Néant

- Résultats

Le groupe CFCAL a pris les mesures nécessaires pour profiter pleinement du dynamisme du crédit hypothécaire et s'inscrire durablement parmi les leaders de ce marché. La production avec 268 321 K€ de réalisations nouvelles contre 226 506 K€ au 31 décembre 2006 enregistre par conséquent une progression de 18,5%.

Le PNB à 29 542 K€ contre 28 272 K€ au 31 décembre 2006 enregistre une hausse de 4,5%. Mais ce solde était majoré au 31 décembre 2006 par 987 K€ de reprises de certaines provisions. Retraité de la variation de ces provisions, le PNB progresse de 10,12%. Le PNI, qui est l'indicateur d'activité le plus pertinent pour le CFCAL dont l'activité repose quasi exclusivement sur la marge d'intermédiation, progresse de 11,27%.

Le résultat brut d'exploitation s'inscrit à 19 482 K€ contre 18 668 K€ au 31 décembre 2006, soit une progression de 4,36%. Retraité des effets provisions, la progression est de 12,34%. Les charges générales d'exploitation qui passent de 9 062 K€ à 9 413 K€ (+3,9%) sont particulièrement bien maîtrisées. Le coefficient d'exploitation est par conséquent stable à 34,1% (34,0 % en 2006).

L'évolution du résultat d'exploitation à 19 426 K€ contre 22 454 K€ au 31 décembre 2006 est paradoxalement négative (-13,49%). Cependant, le solde 2006 était majoré par des reprises de provisions. Hors effets provisions, le résultat d'exploitation progresse de 25,81%.

Le coût du risque est quasiment nul (56 K€ de dotation contre 3 786 K€ de reprises au 31 décembre 2006), ce qui traduit la sécurité du modèle économique du CFCAL.

Après déduction de la charge d'impôt, le résultat net part du groupe s'élève à 12 602 K€ contre 15 068 K€ au 31 décembre 2006 (-16,37%). Retraité des dotations/reprises de provisions, le résultat s'élèverait à 12 768 k€ contre 10 571 K€ en 2006, soit une progression de 20,78%.

b. Données sociales du CFCAL-Banque

Les états financiers sociaux sont établis selon les normes françaises, car il n'est pas permis de décliner les normes IFRS dans les comptes sociaux.

- Changement comptable

Néant

- Résultats

Le PNB se monte à 15 605 K€ contre 19 603 K€ au 31 décembre 2006. Cette évolution négative est liée à la diminution du dividende versé par le CFCAL SCF au titre de l'exercice 2006 (5 988 K€ contre 10 978 K€ en 2006).

La diminution du résultat brut d'exploitation à 13 648 K€ contre 18 080 K€ en 2006 s'explique intégralement par la restriction du dividende versé par la SCF.

Le coût du risque est limité à 255 K€ contre 1 191 K€ au 31/12/2006, ce qui traduit l'amélioration de la qualité des créances portées par le CFCAL-Banque

Le résultat net enregistre une baisse de 32,2% (11 502 K€ contre 16 969 K€).

Activité du groupe

L'encours de prêts progresse de 13,87% par rapport au 31 décembre 2006 pour atteindre 912 918 K€. Les réalisations 2007 à 268 321 K€ progressent de 18,46% par rapport à 2006 qui constituait déjà un exercice record. Le CFCAL privilégie une croissance rentable, le groupe conciliant une production record, une marge élevée et un coût du risque maîtrisé.

Faits significatifs

Les actionnaires disposaient d'une option entre le paiement du dividende en numéraires ou en actions, à exercer jusqu'au 4 juillet 2007 inclus. Plus de 80% des actionnaires ont choisi

le paiement en actions de sorte que le montant du dividende réinvesti s'élève à 13 507 K€, soit 209 418 nouveaux titres au prix de 64,50 €. Le réinvestissement se partage entre une augmentation de capital de 319 K€ et une prime d'émission de 13 188 K€. Au 31 décembre 2007, le nouveau capital social est de 5 149 526 € divisé en 3 376 738 titres.

Perspectives d'avenir

Le marché du crédit hypothécaire de restructuration arrive à maturité. La segmentation est désormais connue des différents acteurs. Toutefois la lecture du marché est particulièrement complexe en 2008, et un ralentissement de la croissance des prêts de restructuration hypothécaires est attendu.

Le CFCAL, dans ce contexte, va mener fermement sa politique de développement en respectant son modèle sécurisé reposant sur des critères de sélection rigoureux et une marge permettant une juste rémunération du risque. Une entité chargée du développement de partenariats avec le Crédit Foncier et les Caisses d'Epargne a été créée afin de renforcer les synergies au sein du groupe mais le réseau de courtiers, pierre angulaire du développement du CFCAL, continuera en parallèle d'être animé et développé.



Direction Générale

Responsable du document de référence :

Monsieur Jean-Etienne DURRENBERGER
Directeur Général

STRASBOURG, le 29 Avril 2008

J'atteste par la présente qu'à ma connaissance les états financiers annuels au 31 décembre 2007 établis en normes IFRS, sont effectués conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation.

Le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation.

Après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les informations contenues dans le document d'enregistrement sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le Directeur Général

Jean-Etienne DURRENBERGER

CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE-BANQUE

Société Anonyme au capital de 5 149 526 Euros Siège social: 1, rue du Dôme-57 STRASBOURG adresse postale: BP102 67003 STRASBOURG CEDEX
Tél: 03.88.21.49.89 CFCAL Fax: 03.88.75.64.57 CCP STRASBOURG N°1118A RC: 568501282B STRASBOURG

KPMG

KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

PricewaterhouseCoopers

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine
France

CFCAL Banque – S.A.

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2007
CFCAL Banque – S.A.
1, rue du Dôme 67000 Strasbourg
Ce rapport contient 4 pages
Référence : xxx-xxx

CFCAL Banque – S.A.

Siège social : 1, rue du Dôme – 67000 Strasbourg
Capital social : €5 149 526

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société CFCAL Banque – S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables

Votre Groupe détient des positions sur titres et sur instruments financiers. La note II des notes annexes aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par la société et des informations fournies dans les notes annexes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

Comme indiqué dans la note II des notes annexes aux comptes consolidés, votre Groupe constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et avons apprécié les risques de non recouvrement et le niveau des dépréciations ainsi constituées sur base individuelle et sur base de portefeuille. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 18 avril 2008

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

PricewaterhouseCoopers

Philippe Saint Pierre

Anik Chaumartin

Sylvain Mayeur